

## CRÉDIT À LA CONSOMMATION, ENDETTEMENT, SUBVENTIONS

## Les précisions de Benkhalfa

**Le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa a déclaré, hier, sur les ondes de la Radio algérienne, à propos du crédit à la consommation, que les banques sont dans l'attente de la liste des produits et marchandises considérés comme «fabriqués ou montés localement», en vue de libérer des crédits. Car, rappelle Benkhalfa, qui était l'invité du Forum de la Radio nationale, les prochains crédits à la consommation ne seront accordés que pour ces deux catégories de produits.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir) -** «Ce n'est qu'une fois cette liste arrêtée par les ministères de l'Industrie et du Commerce que les banques commenceront à accorder les crédits», a tenu à préciser le ministre des Finances qui prévient toutefois contre les risques de surendettement chez les ménages qu'ils responsabilisent en affirmant qu'ils sont à même de se protéger contre ce risque.

«Le crédit à la consommation doit être utilisé avec sagesse, a insisté Benkhalfa. Car, qu'à Dieu ne plaise, si une personne ou une famille s'alourdit de dettes, les conséquences seront fâcheuses». Il en veut pour exemple le fait que plusieurs pays sont entrés dans un cercle de surendettement et ils ne s'en sont pas sortis. Dès lors, suggère Benkhalfa, le crédit à la consommation doit être appréhendé avec rationalité en terme de budget domestique.

Revenant sur l'annonce du ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, relative à un possible recours à un emprunt financier auprès de la Chine en vue de financer des projets structurants, Abderrahmane Benkhalfa a tenu à apporter ses précisions. Selon lui, la loi de finances 2016 est claire à ce sujet, à savoir que le financement des grands projets doit se faire par les ressources locales. «Car, nous considé-

rons que nous avons encore un gisement», précise le ministre qui relève, néanmoins, qu'exceptionnellement, l'Etat peut recourir à un type de financements, qui n'est pas de l'endettement classique, mais un nouveau financement axé autour d'un projet donné, à travers lequel le partenaire étranger partage le financement mais aussi le risque avec l'Etat algérien. Le ministre des Finances appelle à ne pas redouter ce qu'il appelle «l'endettement ciblé», lequel prend une forme différente de l'endettement classique dont le remboursement est pris en charge par l'Etat. «Quand un investisseur ou un groupe d'investisseurs s'engagent en Algérie dans un projet important ou ce qu'on appelle les Project financing, ils apportent un financement en plus de celui que consent l'Algérie, les dividendes viendront de l'exploitation du projet lui-même et non pas via le Trésor, et cela concerne aussi bien la réalisation d'un port ou une unité de production, etc.», a souligné Benkhalfa. Ce type de financement, selon lui, est différent de l'endettement dont l'acquittement se fait via le Trésor public et avec des intérêts.

D'autre part, le premier argentier du pays a indiqué qu'en 2016, la fiscalité ordinaire dépassera la fiscalité pétrolière. Elle dépassera les 3 000



Abderrahmane Benkhalfa.

milliards de dinars alors que la fiscalité pétrolière n'excédera pas, elle, 20 00 milliards de dinars. «Auparavant, la fiscalité pétrolière couvrirait nos dépenses, petit à petit nous sommes sortis de notre dépendance par rapport à la fiscalité pétrolière», a déclaré Abderrahmane Benkhalfa qui juge tout de même que la fiscalité ordinaire reste «en deçà» du niveau espéré. Il appelle, à ce titre, à l'élargissement de l'assiette fiscale, à attirer davantage les investissements directs étrangers (IDE), et à nouer des partena-

riats public-privé (PPP), comme autres alternatives de financement.

Au sujet de la situation financière du pays, Abderrahmane Benkhalfa, tout en reconnaissant que la situation est difficile, n'en pense pas moins que la baisse des revenus du pays recommande plus de vigilance et en appelle à une forme de prospective. «Nous ne sommes pas dans une phase de pessimisme ni d'échec. Comparativement à d'autres pays, nous ne sommes pas dans une phase d'échec ni de trop grande difficulté. Nous sommes dans une situation qui nous recommande de la vigilance et qui exige que nous reconsidérons nos ressources au dehors comme au-dedans du circuit officiel», a déclaré Benkhalfa, à condition, dit-il, de revenir à la notion de «valeur».

L'invité de la Radio nationale a, en outre, affirmé que les prévisions de croissance pour l'année 2016 devraient s'établir à hauteur de 4,5% (contre 3,8% actuellement), un taux que le ministre qualifie de «respectable» au moment où, dit-il, d'autres pays sont en pleine récession. Le ministre a affirmé la nécessité de revoir le mode de dépenses publiques, non sans rappeler que la loi de finances 2016 prévoit dans ses dépenses d'équipement et de fonctionnement une enveloppe de 7 000

milliards de dinars. Il insiste toutefois que la «rationalisation» des dépenses de l'Etat ne touche pas la politique des subventions.

Selon Benkhalfa, pour l'exercice 2016, une enveloppe de l'ordre de 1 840 milliards de dinars est prévue pour «toutes les formes des subventions», qui vont de l'alimentation, l'enseignement, jusqu'à l'aide aux couches défavorisées. En revanche, le glaive des augmentations touchera bien les carburants, mais aussi le gaz et l'électricité «jusqu'à un certain seuil». «Seuls les gens aisés et les gros consommateurs comme les industriels seront touchés par ces augmentations», tranche Benkhalfa. «Nous avons établi une franchise, une sorte de ligne rouge avec le ministère de l'Energie, à la faveur de laquelle toutes les familles qui ont une consommation moyenne de 1 500 à 2 000 DA par trimestre de consommation en énergie, seront touchées «très faiblement ou pas du tout» par les augmentations prévues. Mais à partir d'un seuil donné, certaines catégories des populations seront touchées et ce «progressivement». Le but étant, selon Benkhalfa, de redonner «de la valeur aux choses» en réduisant le gaspillage.

Y. D.

## 19 DA le litre de gasoil et 25 DA le litre de super

Excepté l'électricité qui ne touchera pas les ménages dont la consommation moyenne ne dépasse pas 2 000 DA par trimestre, les automobilistes paieront plus cher le gasoil.

En effet, selon le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, invité hier du Forum de la Radio algérienne, le gouvernement propose dans la loi de finances 2016 que le gasoil soit payé 19 DA le litre

contre 25 DA pour le super. «Ce niveau représente ¼ de ce qui est pratiqué chez nos voisins», a martelé Benkhalfa à titre de comparaison. «Le gasoil, nous l'importons et il faut rationaliser son usage», s'est-il encore justifié. Le ministre a, par ailleurs, démenti les «rumeurs» relatives à l'institution de nouvelles taxes sur les salaires.

Y. D.

## HOUDA-IMANE FARAOUN RASSURE

## Les tarifs internet connaîtront une baisse en 2016

**S'inscrire dans un processus de numérisation accélérée passe inéluctablement par la généralisation d'internet à l'échelle nationale. Et généralisation rime automatiquement avec une politique de prix plus «favorable». Un schéma directeur global, «en cours de réalisation», a pour effet l'amélioration du service ADSL et de l'ensemble de la politique de l'ARPT.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir) -** La démocratisation des TIC constitue «absolument» une priorité du gouvernement et la vocation même du ministère de la Poste et des TIC pour adopter un processus de numérisation administrative et économique, soutient H. Faraoun. Et parlant de démocratisation justement, deux éléments lui sont indiscutablement reliés : un standard de qualité et des prix «bon marché» puisqu'il s'agit d'un service «public». Or, aujourd'hui, le service ADSL dont même la ministre se dit «insatisfait», n'est pas tout à fait «correct». Les tarifs appliqués par Algérie Télécom ne sont pas non plus «ce qu'ils devraient être» faute d'investissements. Mais pas que ça, ajoute-t-elle, le déploiement de la fibre optique s'était fait «anarchiquement», sans précédentes planifications ou étude de marché. Ce qui explique notamment les écarts de service offert aux usagers.

Par ailleurs, il est clair qu'afin d'encourager l'émergence d'une société de l'information, une connexion internet convenable est «une exigence», poursuit la ministre. C'est dans «cette vision», ayant pour corollaire «une réduction progressive» des tarifs internet dès 2016, que l'opérateur est justement en train de multiplier ses liaisons internationales en fibre optique. Par ailleurs, il est nécessaire de rappeler qu'Algérie Télécom n'est pas à but non lucratif mais est une entreprise économique à part entière. Par conséquent, l'éventuelle baisse se fera «en

fonction de sa rentabilité». Une fois son réseau complètement assaini, le nombre d'utilisateurs augmentera notablement lui permettant ainsi «naturellement» de réaliser des économies d'échelle pour proposer des prix «symboliques» et des offres plus diversifiées pour particuliers et entreprises. Effectivement, il y a lieu d'établir une politique commerciale plus «réfléchie», plus «agressive» ajoute la ministre. A ce titre, une formation aurait dû accompagner les fonctionnaires lors du passage de l'administratif à l'économique pour un service commercial meilleur.

D'autre part, les projets des bandes passantes Alger-Valence et Oran-Valence ont été enclenchés «avant même» la coupure survenue dernièrement. Cela dans le cadre de l'amélioration du service internet justement, rappelle H. Faraoun. Pourtant, encourager davantage le

développement du contenu en ligne «made in Algeria» et l'hébergement local des sites est aussi une autre solution aux incidents de coupures dans la mesure où l'utilisateur sera moins dépendant de l'international. D'autant plus que cela dynamisera l'économie informatique du pays, suggère-t-elle.

Mais y a-t-il déjà une quelconque forme d'économie numérique ou d'e-commerce en Algérie ? H. Faraoun réplique qu'Algérie Télécom prépare justement une plateforme pour le paiement électronique des factures «uniquement pour l'instant» qui sera lancée avant la fin de l'année, «on l'espère», rajoute-t-elle.

Interrogée sur la 4G, la ministre répond qu'il est «prématuré» d'aborder le sujet puisque le cahier des charges attribué aux opérateurs de la téléphonie mobile concernant la 3G n'est pas

encore «finalisé» car ce service ne s'est pas démocratisé et ne couvre pas à ce jour l'ensemble des wilayas. De ce fait, permettre l'avènement de la 4G sur le marché irait à l'encontre même de la vocation de l'ARPT vu les disparités économiques et de performances que cela engendrerait.

S'agissant des sites illicites et prohibés, H. Faraoun balaye du revers de la main une quelconque tentative d'y imposer censure. Il n'y en aura «jamais» une, affirme-t-elle. Toujours est-il qu'il s'agit de protéger les clients contre ces derniers, particulièrement les enfants et adolescents étant la tranche la plus vulnérable, par des dispositions «bien définies».

Par ailleurs, il n'a jamais été question de porter atteinte ou de remettre en question la liberté individuelle de l'utilisateur.

N. B.

## ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALGÉRIE ET LA JORDANIE

## Des investisseurs privés explorent des pistes de coopération

**L'Algérie et la Jordanie veulent développer leurs échanges commerciaux, actuellement en mal de croissance. Des hommes d'affaires des deux pays se sont rencontrés hier à Alger pour explorer des pistes d'investissements et d'échanges.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** La Jordanie exporte vers l'Algérie un volume de près de 155 millions de dollars et les exportations algériennes vers la Jordanie représentent un volume d'à peine 6 millions de dollars.

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont «loin des aspirations attendues», estiment

des hommes d'affaires algériens et jordaniens, réunis hier lors d'une rencontre d'affaires initiée par la Caci, la chambre algérienne de commerce et d'industrie. Le but : trouver des pistes permettant de développer les relations économiques entre les deux pays.

«La Jordanie est l'avenir de l'économie dans les pays asia-

tiques et africains, nous voulons aussi développer des relations durables avec la Jordanie afin de pouvoir, entre autres accéder aussi à ces marchés», a souligné Rhiad Amour, premier vice-président de la Caci. Selon lui, le volume des échanges intra-arabe qui est de l'ordre de 11% est déjà très en deçà de ce qu'il doit être.

Les raisons de cette mauvaise coopération sont liées, estime-t-il, au manque de la logistique, de transport, d'absence de mêmes normes mais aussi aux tarifs douaniers. La Jordanie est déjà présente en Algérie dans le domaine

des banques, mais beaucoup plus dans le domaine pharmaceutique avec six usines de production et cinq en cours de réalisation, commercialisant ainsi 12 % des médicaments qui circulent en Algérie.

Actuellement, les investisseurs privés jordaniens ciblent le secteur des viandes rouges et les travaux publics.

De leur côté, les Algériens qui ne se sont pas encore fait une place sur le marché jordanien, veulent exporter des produits alimentaires, électroniques et électroménagers.

S. A.